

## Burundi : le système statistique national "souffre d'énormes faiblesses"

@rib News, 13/11/2016 - Source Xinhua Le système statistique national "souffre d'énormes faiblesses", apprend-on auprès du directeur général de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), Nicolas Ndayishimiye. "Bien que le Gouvernement Burundais ait accompli d'énormes progrès au niveau du cadre légal en promulguant la loi statistique et en adoptant la charte africaine de la statistique, il y a lieu de déplorer cependant, des faiblesses récurrentes au niveau de la coordination du système statistique national", a précisé le directeur général Ndayishimiye.

Annonce faite au cours d'une interview accordée à Xinhua pour dresser un état des lieux ad hoc à la veille de la journée africaine de la statistique, commémorée le 18 novembre de chaque année. Bien que la Constitution burundaise accorde à l'ISTEEBU une prérogative technique de coordination du système statistique national, a-t-il affirmé, force est de constater en revanche que "tous les contours liés à cette coordination ne sont pas encore maîtrisés par les diverses rouages de l'administration publique burundaise au niveau technique ; d'où la persistance des chevauchements, des duplications de certaines activités. Pourtant, a-t-il fait remarquer, la bonne coordination des services statistiques burundais en matière statistique, auraient pu "produire des effets positifs et économiser les moyens au profit de l'économie burundaise", a-t-il ajouté. Pour illustrer cet état de fait sur les chevauchements en matière statistique au Burundi, il a fait remarquer qu'à côté des données sur les prix des denrées alimentaires fournies par l'ISTEEBU en matière nutritionnelle, on constate aussi que le ministère burundais en charge de l'agriculture et l'antenne locale de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), publient également leurs propres chiffres. "C'est une situation de malaise à laquelle il faudrait remédier pour crédibiliser le système statistique burundais ; car, il y a un hic en la demeure. C'est pourquoi, il s'avère urgent d'harmoniser, non seulement la méthodologie de collecte des données statistiques, mais aussi figurer le système en faisant en sorte que les diverses institutions intéressées de près ou de loin sur la question statistique, travaillent en étroite concertation en fournissant des informations recoupées et à même d'éviter toute confusion au niveau des utilisateurs des données statistiques", a-t-il fait remarquer. Il a relevé également comme "grave lacune" le manque de services statistiques opérationnels dans la plupart des ministères burundais. "Pour le moment, sur les vingt ministères, seulement trois, sont dotés des services opérationnels en collecte statistique", a-t-il signalé. Les dernières recommandations de la Commission de l'Union Africaine (UA), a-t-il rappelé, demandent aux Etats africains d'allouer au moins 0,15% du budget aux activités statistiques. Il a déploré également qu'au Burundi tout comme sous d'autres cieux africains, "la plupart des activités soient accomplies sous l'impulsion des partenaires techniques et financiers, selon leurs intérêts du moment". M. Ndayishimiye a déploré aussi la réticence à donner l'information statistique au Burundi ; une situation qui serait liée à un faible niveau de culture statistique des Burundais. "Les enquêtes ne coopèrent pas. Certains responsables des entreprises ou les chefs de ménages ne coopèrent pas pour donner l'information. Or, les statistiques contribuent à donner une vraie image de la vie socio-économique de notre pays", a-t-il martelé. Ce manque de culture statistique se remarque également dans les carences relevées au niveau de l'utilisation des données existantes, a-t-il affirmé en outre. Rares sont les hommes politiques burundais qui sont imprégnés d'une culture de redevabilité, avec des réflexes d'illustrer leurs discours politiques avec des données des chiffres, a-t-il souligné. "Les effets pervers de cette situation, est que l'impact de certains discours des hommes politiques burundais, est faible sur le terrain ; car, marqués par un manque de saveur, le niveau bas de conviction, à cause de l'absence d'arguments probants et chiffres", a-t-il insisté.